

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG136/4

31 octobre 2003

(03-5799)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: espagnol

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CHILI ET LE COSTA RICA

ASPECTS LIÉS AUX SERVICES

Communication des Parties

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

1. Liste des membres, dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur

Au mois d'avril 1998, lors du deuxième Sommet des Amériques, les Présidents du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Chili sont convenus, à Santiago du Chili, de l'opportunité de renforcer les relations commerciales entre leurs pays moyennant, entre autres initiatives, la conclusion d'un accord commercial.

Dans ce contexte, les représentants des gouvernements des pays d'Amérique centrale et du Chili ont approuvé un schéma de travail pour la négociation d'un Traité de libre-échange. Il était indiqué dans ce schéma que les pays d'Amérique centrale et le Chili négocieraient conjointement la partie normative du Traité mais qu'en revanche, les dispositions de ce dernier s'appliqueraient bilatéralement entre le Chili et chacun des pays d'Amérique centrale considérés individuellement. Par ailleurs, pour ce qui était de l'accès aux marchés, il a été établi que le programme d'élimination tarifaire et les règles d'origine spécifiques feraient l'objet de négociations bilatérales entre chaque pays d'Amérique centrale et le Chili.

Le Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et le Chili suivi du Protocole bilatéral annexé conclu par les Républiques du Costa Rica et du Chili est un accord qui lie bilatéralement le Costa Rica et le Chili. Le Traité et le Protocole ont été tous les deux signés le 18 octobre 1999.

Au Costa Rica, le Traité est reproduit dans la Loi n° 8055 du 7 décembre 2000, publiée au Journal officiel n° 42 du mercredi 28 février 2001.

Au Chili, le Traité a été promulgué par le Décret suprême n° 14, publié au Journal officiel le 14 février 2002.

Les Parties ont échangé le 15 janvier 2002 les instruments de ratification pertinents certifiant que les procédures et formalités juridiques étaient achevées. Ainsi, conformément aux dispositions de son article 21.03, le Traité est entré officiellement en vigueur le 15 février de la même année, à savoir 30 jours après l'échange des instruments précités.

2. Type d'accord

L'article 1.01 du Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et le Chili établit les bases pour la création et la mise en œuvre d'une zone de libre échange, conformément à l'article XXIV du GATT de 1994 et à l'article V de l'AGCS.

Le Traité se divise en sept parties qui, à leur tour, comprennent 21 chapitres. Ces sept parties sont les suivantes: aspects généraux; commerce des marchandises; obstacles techniques au commerce; investissement, services et questions connexes; politiques de la concurrence; marchés publics; et dispositions administratives et institutionnelles.

Par ailleurs, le Protocole bilatéral annexé conclu par les Républiques du Costa Rica et du Chili contient les annexes relatives au programme d'élimination tarifaire; aux aides à l'exportation des produits agricoles; aux règles d'origine spécifiques; et au commerce transfrontières de services.

3. Champ d'application

Le Traité couvre les quatre modes de fourniture de services énoncés à l'article I:2 de l'AGCS. Le chapitre sur le commerce transfrontières de services (chapitre 11) traite de la fourniture transfrontières, de la consommation à l'étranger et de la présence de personnes physiques (modes 1, 2 et 4). Le chapitre sur l'investissement (chapitre 10), quant à lui, traite de la présence commerciale (mode 3).

Le chapitre sur le commerce transfrontières de services établit un cadre de principes et de normes pour la réglementation du commerce de services qui s'applique à toutes les mesures adoptées par une Partie concernant le commerce de services, exception faite des services aériens, des subventions et des contributions accordées par l'État et des services gouvernementaux et fonctions gouvernementales, des services financiers et des marchés publics d'une Partie ou d'une entreprise d'État.

L'article 11.03 sur le traitement national dispose que chacune des Parties accordera aux services transfrontières et aux fournisseurs de services d'une autre Partie un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres services similaires ou à ses fournisseurs de services similaires. On considérera qu'un traitement formellement identique ou formellement différent est moins favorable s'il modifie les conditions de concurrence entre services transfrontières similaires.

Les principes du traitement national, de la nation la plus favorisée et de la présence locale s'appliqueront dans le respect des limitations et des conditions fixées par les législations de chaque Partie. Aucune Partie ne pourra accroître le degré de non-conformité de ses mesures existantes et les quelconques modifications qui pourraient être apportées à l'une ou l'autre de ces mesures ne devront pas en amoindrir le degré de conformité.

Chacune des Parties fait figurer sur sa liste de l'annexe I et de l'annexe II les mesures non conformes auxquelles ne s'appliquent pas les dispositions sur le traitement national (article 11-03), le traitement de la nation la plus favorisée (article 11-04) et la présence locale (article 11-06). L'annexe I porte sur les mesures non conformes que les Parties maintiennent à tous les niveaux de gouvernement, le maintien, le prompt renouvellement ou la réforme de toute mesure non conforme à condition que cette dernière ne devienne pas plus restrictive qu'à l'entrée en vigueur du Traité. La liste figurant à l'annexe II indique les secteurs, sous-secteurs ou activités économiques spécifiques à l'égard desquels une Partie peut adopter ou maintenir des mesures auxquelles ne s'appliquent pas certains articles du chapitre sur les services. Dans cette annexe, le Chili et le Costa Rica ont indiqué les réserves qu'ils avaient prises concernant leurs minorités, et:

- a) S'agissant du Costa Rica: gisements de pétrole et d'autres hydrocarbures; production d'alcool; services de télégraphie et de téléphonie; services électriques, chemins de fer, docks et aéroports; services hertziens; services de fourniture, de collecte et d'évacuation des eaux et services d'assainissement; et utilisation et exploitation de ressources naturelles.

- b) S'agissant du Chili: questions relatives aux populations autochtones, communications, éducation, pêche, services liés à l'environnement et à la construction.

Les Parties ont indiqué sur leurs listes les restrictions quantitatives non discriminatoires qu'elles maintiennent et périodiquement, tous les deux ans au moins, elles s'efforceront d'en négocier la libéralisation ou l'élimination. Ces restrictions sont des mesures non discriminatoires ayant pour effet d'imposer des limites sur le nombre de fournisseurs de services (par un contingent, par un monopole, par un critère d'utilité économique ou par tout autre moyen quantitatif) ou l'activité de tout fournisseur de services (par un contingent, par un critère d'utilité économique ou par tout autre moyen quantitatif).

Le chapitre sur l'investissement contient les Accords pour la promotion et la protection réciproque des investissements conclus par chaque pays d'Amérique centrale avec le Chili, lesquels font partie intégrante du Traité. Dans le cas particulier du Costa Rica et du Chili, l'accord bilatéral sur l'investissement a été conclu le 11 juillet 1996. Cet accord énonce une série de dispositions que les Parties s'engagent à appliquer concernant les investissements et les investisseurs de l'autre Partie. À cet égard, les Parties s'engagent à accorder le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée aux investissements des investisseurs de l'autre Partie. Des règles sont également énoncées en matière de transferts et d'expropriation, et un mécanisme arbitral établi qui permet de régler les différends pouvant survenir entre une Partie et un investisseur de l'autre Partie.

II. DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES SERVICES

1. Dispositions du Traité intéressant le champ d'application de l'AGCS:

Chapitre 1	Dispositions initiales
Chapitre 2	Définitions générales
Chapitre 10	Investissement
Chapitre 11	Commerce transfrontières de services
Chapitre 12	Transport aérien
Chapitre 14	Admission temporaire de gens d'affaires
Chapitre 17	Transparence
Chapitre 18	Administration du traité
Chapitre 19	Règlement des différends
Chapitre 20	Exceptions
Chapitre 21	Dispositions finales

Les dispositions qui précèdent constituent un accord libéralisant le commerce des services entre la République du Chili, d'une part, et le Costa Rica, d'autre part, au sens du paragraphe 1 de l'article V de l'AGCS, étant donné que:

- Ces dispositions ont un champ d'application sectoriel qui englobe toutes les activités de services, excepté celles qui sont énoncées au paragraphe 3 de l'article 11-02 et à l'article 11-08 du chapitre sur le commerce transfrontières, outre les exceptions générales énoncées au chapitre 20. Ces exclusions sont pleinement compatibles avec les exceptions prévues aux articles II, V, XIV et XIV*bis* de l'AGCS et avec l'annexe sur les services de transport aérien, l'article I:3, et l'annexe sur les télécommunications paragraphe 2, de l'AGCS.

- Elles couvrent tous les modes de fourniture: i) commerce transfrontières; ii) consommation à l'étranger; iii) présence commerciale; et iv) présence de personnes physiques.
- Elles prévoient l'absence ou l'élimination de pratiquement toutes les mesures discriminatoires existantes et l'interdiction d'en adopter de nouvelles ou de plus discriminatoires.
- Les Parties indiqueront sur la liste de l'annexe III toute restriction quantitative qu'elles maintiennent et entreprendront périodiquement de négocier la libéralisation de ces restrictions.
- Les Parties, grâce à des négociations que la Commission organisera dans l'avenir, analyseront de façon détaillée le degré de libéralisation obtenu dans les divers secteurs de services.

La République du Chili, d'une part, et le Costa Rica, d'autre part, ont négocié leur liste d'engagements spécifiques et leur liste d'exemptions NPF au cours du Cycle d'Uruguay. L'entrée en vigueur du Traité n'a pas nécessité de modifier ni d'amender ces listes. Le Traité a pour but de faciliter le commerce entre les Parties. Aucune de ses dispositions ne vise à relever le niveau des restrictions commerciales dans le secteur des services à l'égard d'aucun autre Membre de l'OMC.

2. Règles d'origine

L'Accord donne au chapitre 2 les définitions ci-après:

- **entreprise:** toute personne morale constituée ou organisée conformément à la législation applicable d'une Partie, à des fins lucratives ou non et possédée par le secteur privé ou le secteur public, ainsi que les autres organisations ou entités économiques constituées ou organisées conformément à la législation applicable d'une Partie, telles que les fiducies, les partenariats, les entreprises unipersonnelles, les coentreprises ou les autres associations. Les sociétés anonymes avec actions au porteur ne sont toutefois pas incluses dans cette définition;
- **entreprise d'État:** une entreprise appartenant à l'une des Parties ou se trouvant sous le contrôle de celle-ci en vertu d'une participation au capital;
- **personne:** une personne physique ou naturelle, ou une entreprise;
- **personne d'une Partie:** un ressortissant ou une entreprise d'une Partie;
- **ressortissant:** une personne physique ou naturelle d'une Partie selon l'annexe 2.01;
- **territoire:** l'espace terrestre, maritime et aérien de chaque Partie, ainsi que sa zone économique exclusive, en vertu du droit international.

Une Partie pourra refuser d'accorder les avantages découlant des dispositions du chapitre à un fournisseur de services d'une autre Partie si elle établit que le service est fourni par une entreprise qui n'exerce pas d'activités commerciales importantes sur le territoire de cette autre Partie et qui est possédée ou contrôlée par des personnes d'un pays non Partie. Avant de refuser d'accorder les avantages, conformément aux dispositions de l'article 11.10 du chapitre, une Partie doit présenter une notification et tenir des consultations préalables. Les critères utilisés pour déterminer si une entreprise

est possédée ou contrôlée par des personnes d'un pays non Partie sont ceux établis par la législation de cette autre Partie.

3. Normes/Reconnaissance

Pour ce qui est des prescriptions et procédures en matière de qualifications professionnelles, des normes techniques et des prescriptions en matière de licences, les Parties s'efforceront de garantir que les mesures qu'elles maintiennent concernant les exigences et les procédures relatives à l'octroi de permis, d'habilitations et de licences aux ressortissants d'une autre Partie ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce.

Le Traité inclut des dispositions sur la reconnaissance de titres et la fourniture de services professionnels entre les Parties par le biais a) de la reconnaissance mutuelle de titres en vue de l'exercice d'une activité professionnelle, de diplômes universitaires et certificats y afférents ou b) de l'octroi d'autorisations d'exercer une activité professionnelle.

Les Parties conviennent que les processus de reconnaissance ou de validation mutuelle de titres et d'octroi d'autorisations d'exercer une activité professionnelle sur leur territoire devront se faire en vue d'améliorer la qualité des services professionnels à travers l'établissement de normes et de critères régissant ces processus, tout en protégeant à la fois les consommateurs et l'intérêt public. Dans cet esprit, elles encourageront les organismes pertinents - les autorités gouvernementales compétentes et les associations et collèges professionnels - à élaborer ces critères et normes et à formuler des recommandations en la matière. Si ces recommandations sont conformes au Traité et aux dispositions de l'AGCS, les Parties encourageront les autorités compétentes pour qu'elles les adoptent. Les Parties devront échanger des renseignements dans ce domaine.

De même, il est établi que rien n'oblige les Parties à reconnaître ou à valider les titres obtenus sur le territoire de l'autre Partie. Cependant, lorsqu'une Partie reconnaît ou valide unilatéralement ou en vertu d'une entente avec un autre pays les titres obtenus dans un pays non Partie, elle ménagera à l'autre Partie la possibilité de conclure un accord comparable.

4. Sauvegardes

Le traité ne contient pas de disciplines spécifiques sur les sauvegardes en matière de services.

Le traité contient des dispositions générales relatives aux difficultés de balance des paiements des deux Parties (paragraphe 1 de l'article 20-06). Les mesures adoptées ou maintenues en raison de difficultés ou de risques de difficultés de balance des paiements doivent éviter de léser inutilement les intérêts commerciaux de l'autre Partie, ne doivent pas être plus onéreuses que nécessaire, doivent être temporaires et être supprimées progressivement à mesure que la situation de la balance des paiements s'améliore (paragraphe 3).

L'une quelconque des Parties pourra adopter ou maintenir, conformément à l'article sur la balance des paiements, une mesure qui donnera la priorité aux services essentiels à son programme économique, mais pas dans le but de protéger une industrie ou un secteur donné (paragraphe 4 de l'article 20-06).

5. Subventions et aides de l'État

Le chapitre sur les services du Traité ne s'applique pas aux aides ou dons accordés par une Partie ou par une entreprise d'État, y compris les prêts, garanties et assurances, assumés par une Partie.

6. Marchés publics

Le chapitre sur les marchés publics établit un cadre de normes et de disciplines générales qui garantissent l'accès des marchés publics aux produits et aux fournisseurs de services de l'autre Partie dans des conditions non discriminatoires de transparence et d'égalité de chances, afin de promouvoir de meilleurs échanges dans ce secteur.

Le chapitre énonce pour l'essentiel différentes règles délimitant ses conditions d'application. Ces règles sont les suivantes:

- ce chapitre s'applique aux marchés publics réalisés par les organismes des Parties, exception faite des cas énoncés dans les annexes;
- son champ d'application n'est pas assujéti à des seuils;
- chaque Partie accordera immédiatement et sans condition aux produits et aux services de l'autre Partie et aux fournisseurs qui offrent des biens et des services originaires de cette partie un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux produits, services et fournisseurs nationaux. L'article ne s'applique pas aux mesures relatives aux tarifs douaniers ni aux autres taxes d'importation de tout type;
- les Parties doivent offrir une diffusion effective et la compréhension de ses systèmes de passation de marchés publics; les opportunités commerciales générées par les processus d'appels d'offres respectif et les résultats des processus d'appels d'offres. Les Parties s'engagent à donner une réponse rapide à toute question au sujet d'une mesure en vigueur;
- pour ce qui est de la dénégration d'avantages, le chapitre renvoie aux dispositions du chapitre sur les services transfrontières;
- il n'est pas interdit aux Parties de privatiser des entités visées. Une fois la privatisation opérée, l'organisme doit être retiré du champ d'application du chapitre sans que l'on puisse prendre la moindre mesure compensatoire résultant de cette privatisation.

Chacune des Parties appliquera sa législation nationale, sous réserve des conditions ci-après: a) ces mesures devront être non discriminatoires, opportunes, transparentes et efficaces et b) garantir une procédure régulière.

Les Parties tiendront des consultations à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles, pour inclure dans le champ d'application du chapitre l'un quelconque des organismes figurant dans l'annexe sur les organismes exclus.

Tout différend pouvant survenir entre les Parties concernant les dispositions du chapitre se réglera conformément aux dispositions du chapitre sur le règlement des différends.

Le Traité comprend deux annexes:

- a) organismes exclus: chaque partie dresse la liste des organismes exclus du champ d'application de ce chapitre.

- b) activités contractuelles exclues: chaque Partie dresse la liste des activités contractuelles exclues du champ d'application du chapitre, lesquelles sont les marchés publics de nature stratégique destinés à la défense et autres achats liés à la sécurité du pays, les marchés publics pour le recrutement de personnel ayant pour objet l'accomplissement des fonctions propres des organismes et les marchés publics réalisés avec le financement de l'État, des institutions régionales ou multilatérales ou des personnes qui exigent des conditions incompatibles avec les dispositions du chapitre.

7. Dispositions sectorielles spécifiques

Le Traité contient un chapitre qui a pour objet de réglementer les mesures qu'une Partie adopte ou maintient en matière de services de transport aérien et qui à cet effet incorpore la Convention sur le transport aérien entre la République du Costa Rica et la République du Chili et prévoit l'incorporation des conventions de ce type qui seraient conclues entre le Chili et un autre pays d'Amérique centrale.

Il y est indiqué qu'aucune modification apportée conformément aux droits et obligations établies dans la Convention sur le transport aérien conclue par les Parties ne pourra amoindrir les droits en vigueur avant la réalisation de ladite modification.

Les différends qui pourraient survenir entre les Parties au sujet du chapitre sur le transport aérien seront régis par les dispositions du chapitre sur le règlement des différends du Traité, compte tenu des particularités en matière de composition du tribunal établies par le chapitre en question.

Le Traité comprend également un chapitre sur les télécommunications. Ce dernier ne s'applique pas entre le Costa Rica et le Chili, mais seulement entre les autres pays d'Amérique centrale et le Chili.

Enfin, le chapitre sur l'admission temporaire de gens d'affaires vise à faciliter l'admission temporaire d'hommes et de femmes d'affaires en visite, de négociants et d'investisseurs et de personnes mutées à l'intérieur d'une société à condition que cela ne nuise pas à la sécurité des frontières, à la protection du travail des nationaux et à l'emploi permanent sur leurs territoires.

Ce chapitre se compose de sept articles définissant les obligations auxquelles les Parties doivent satisfaire afin de faciliter l'entrée temporaire d'un certain type de personnes, auxquels s'ajoutent deux annexes et deux appendices. La première annexe à ce chapitre définit les catégories de gens d'affaires auxquelles il s'applique, ainsi que les conditions régissant leur entrée; la deuxième annexe définit les conditions spécifiques s'appliquant au Chili et au Costa Rica. Le premier appendice donne une indication des diverses activités que les hommes et les femmes d'affaire en visite devront exercer pour pouvoir entrer à ce titre; le deuxième appendice énonce les mesures d'immigration en vigueur pour chacune des Parties.

Conformément aux dispositions du chapitre, chacune des Parties autorisera l'admission temporaire des hommes et femmes d'affaires qui satisfont aux conditions établies en vertu des mesures applicables concernant la santé et la sécurité publique ainsi que la sécurité nationale. L'entrée temporaire d'un homme ou d'une femme d'affaires ne l'autorise pas à exercer une activité professionnelle.

Trois catégories de gens d'affaires pourront bénéficier du traitement défini dans ce chapitre: hommes et femmes d'affaires en visite, négociants et investisseurs, et personnes mutées à l'intérieur d'une société.

Les Parties ne pourront exiger de procédures d'approbation préalable, de requêtes, des validations de l'offre d'emploi ou autres procédures similaires ni imposer de restrictions numériques pour aucune de ces trois catégories. Les Parties pourront imposer l'obligation d'obtenir un visa ou son équivalent aux personnes qui demandent l'admission temporaire.

Les Parties pourront modifier leurs mesures d'immigration sous réserve que les modifications en question ne touchent pas aux engagements contractés au titre du chapitre. En outre, les Parties sont tenues d'échanger des renseignements en la matière.

Chaque Partie pourra refuser de délivrer un permis de travail à un homme ou une femme d'affaires si l'admission temporaire de cette personne nuit au règlement d'un différend syndical patronal ou à l'emploi d'une personne intervenant dans ce conflit.

Une Partie ne pourra recourir au mécanisme de règlement des différends du Traité en l'espèce que si la question en cause reflète une pratique récurrente et si les recours administratifs disponibles ont été épuisés.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

1. Exceptions et réserves

Le Traité prévoit au chapitre 20 (Exceptions) des règles relatives aux exceptions dont l'objet est de définir les situations particulières dans lesquelles les dispositions du Traité ne s'appliquent pas pour des raisons d'intérêt public, de sécurité nationale, de balance des paiements ou de mesures fiscales.

Exceptions générales

Pour ce qui est des exceptions générales, l'article XX du GATT de 1994 et ses notes interprétatives sont incorporés dans le Traité et en font partie intégrante aux fins de la deuxième partie (Commerce des marchandises) et de la troisième partie (Obstacles techniques au commerce), sauf dans la mesure où une disposition de cette partie s'applique aux services ou à l'investissement; et aux fins du chapitre 15 (politiques de la concurrence) et du chapitre 16 (marchés publics) dans la mesure où une disposition de cette partie s'applique aux produits.

Les alinéas a), b) et c) de l'article XIV de l'AGCS sont également incorporés au Traité et en font partie intégrante aux fins de la deuxième partie (Commerce des marchandises), dans la mesure où une disposition de cette partie s'applique aux services; de la troisième partie (Obstacles techniques au commerce); des chapitres sur le commerce transfrontières de services, le transport aérien et l'admission temporaire de gens d'affaires; et des chapitres sur les politiques de la concurrence et les marchés publics dans la mesure où une disposition de cette partie s'applique aux services.

Sécurité nationale

Pour ce qui est de la sécurité nationale, les Parties peuvent établir des exceptions pour protéger les intérêts fondamentaux de leur sécurité ou prendre des mesures en application de leurs engagements au titre de la Charte des Nations Unies, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Balance des paiements

En outre, les Parties peuvent établir des exceptions pour adopter ou maintenir des mesures qui restreignent les transferts si elles éprouvent ou risquent d'éprouver de graves difficultés de balance des

paiements, sous réserve que les restrictions remplissent certaines conditions énoncées par l'article 20.04. Dès que cela sera faisable après qu'une Partie aura appliqué une mesure qui restreint les transferts, la Partie, conformément à ses obligations internationales, soumettra à l'examen du FMI toutes les restrictions imposées aux opérations sur compte courant aux termes de l'article VII des Statuts du FMI; engagera des consultations de bonne foi avec le FMI sur les mesures d'ajustement économique visant à remédier aux problèmes économiques et s'efforcera d'adopter ou de maintenir des politiques économiques conformes à ces consultations.

De même, les mesures mises en œuvre ou maintenues devront éviter de léser inutilement les intérêts commerciaux, économiques ou financiers de l'autre Partie; ne pas être plus onéreuses qu'il ne le faudra pour faire face aux difficultés de balance des paiements; être temporaires et être supprimées progressivement à mesure que la situation s'améliorera.

Une Partie pourra adopter ou maintenir une mesure qui donnera la priorité aux services essentiels à son programme économique, mais pas dans le but de protéger une industrie ou un secteur en particulier, sauf si cette mesure est conforme aux dispositions des Statuts du FMI.

L'article établit que les restrictions imposées aux transferts devront être conformes à l'article VIII alinéa 3) des Statuts du FMI lorsqu'elles seront appliquées à des transactions internationales courantes; devront être conformes à l'article VI des Statuts du FMI et appliquées seulement de concert avec des mesures relatives aux transactions internationales courantes et ne pourront pas prendre la forme de majorations tarifaires, de contingents, de licences ou de mesures similaires.

Divulgaration d'informations

Pour ce qui est des exceptions à la divulgation d'information, les Parties peuvent établir des exceptions pour ce qui est de fournir ou de donner accès à des renseignements dont la divulgation ferait obstacle ou serait contraire à sa constitution politique ou à ses lois.

Fiscalité

Par ailleurs, aucune disposition du Traité ne s'appliquera à des mesures fiscales ni n'aura pour effet de modifier les droits et obligations d'une Partie en vertu d'une convention fiscale. En cas d'incompatibilité entre l'une de ces conventions et le Traité, les dispositions de ce dernier prévaudront dans la mesure de l'incompatibilité.

Nonobstant ce qui précède, les dispositions relatives au traitement national s'appliqueront aux mesures fiscales dans la même mesure que l'article III du GATT de 1994 et les dispositions relatives aux taxes à l'exportation s'appliquent aux mesures fiscales.

Réserves

Les Parties n'ont pas émis de réserves concernant le Traité dans la mesure où l'article 21.02 (Réserves) dispose que le Traité ne pourra pas faire l'objet de réserves ni de déclarations interprétatives au moment de sa ratification.

2. Adhésion

Le Traité ne prévoit pas de dispositions spécifiques permettant à d'autres pays d'y adhérer.

3. Procédures de règlement des différends

Le chapitre 19 du Traité établit le mécanisme de règlement des différends. Les dispositions de ce chapitre s'appliquent au règlement des différends s'élevant entre les Parties au sujet de l'application ou de l'interprétation du Traité, ou lorsqu'une Partie est d'avis qu'une mesure adoptée ou qu'il est proposé d'adopter risque d'être incompatible avec les obligations énoncées dans le Traité ou d'entraîner l'annulation ou la réduction d'avantages (annexe à l'article 19-03).

Le Traité dispose que la Partie plaignante peut recourir, au choix, à la procédure établie dans le cadre de l'OMC ou à celle qui est prévue par le Traité. Le mécanisme choisi sera utilisé à l'exclusion de l'autre (article 19-04).

Si l'on opte pour le mécanisme prévu par le Traité, la procédure s'ouvrira par des consultations entre les Parties. À défaut d'une solution mutuellement satisfaisante, l'une ou l'autre des Parties pourra saisir la Commission du libre-échange, laquelle devra entamer une phase de conciliation ou de médiation.

Si la Commission n'obtient pas que les Parties parviennent à un accord dans un certain délai, l'une ou l'autre des Parties peut demander par écrit l'institution d'un groupe arbitral composé de trois membres, suivant les règles de procédure que fixera la Commission. De manière générale, les arbitres sont choisis sur une liste de personnes possédant des connaissances théoriques et pratiques des questions internationales, qui est établie par les Parties. Chaque Partie choisit un arbitre ressortissants de l'autre Partie; le président est désigné d'un commun accord et, à défaut d'accord, une Partie désignée par tirage au sort choisit le président parmi les personnes figurant sur la liste, à la condition toutefois qu'il ne soit ressortissant d'aucune des deux Parties.

Le Traité prévoit le droit pour des tierces parties d'assister aux auditions, de se faire entendre par le groupe arbitral, ainsi que de présenter des communications par écrit et d'en recevoir dudit groupe. Les communications des tierces parties sont consignées dans le rapport final du groupe arbitral.

Le groupe arbitral présente son rapport préliminaire dans les 90 jours suivant sa constitution. Le rapport préliminaire doit contenir des constatations de fait, une détermination sur le point de savoir s'il y a incompatibilité entre le Traité et la mesure adoptée par la Partie, ainsi qu'une recommandation. Une fois que les Parties ont présenté des observations sur le rapport préliminaire, le groupe arbitral établit son rapport final qui a force exécutoire pour les Parties. Chaque fois que cela sera possible, la solution consistera à supprimer la mesure non conforme. Si les Parties ne peuvent s'entendre sur une solution mutuellement satisfaisante, la Partie plaignante peut suspendre, à l'égard de la Partie défenderesse, l'application d'avantages dont les effets sont équivalents, si possible dans le secteur concerné par la mesure. Si la Partie défenderesse estime que la mesure appliquée par la Partie plaignante est excessive, elle peut demander l'institution d'un groupe arbitral qui en décidera.

Le chapitre 10 du Traité, qui renvoie à l'Accord pour la promotion et la protection réciproque des investissements conclu par le Chili et le Costa Rica, établit en outre une procédure arbitrale qui permet aux investisseurs d'un pays de porter plainte contre un État étranger pour avoir subi des violations en matière d'investissement leur causant des dommages pécuniaires. L'objet de ce mécanisme est de restituer la propriété de l'investissement à l'investisseur, ou de l'indemniser des dommages pécuniaires résultant de la violation, et, le cas échéant, des frais de procédure. Toutefois, le groupe arbitral ne pourra pas condamner une Partie à payer des dommages intérêts punitifs.

Ce mécanisme assure un traitement égal aux investisseurs des Parties, en conformité avec le principe de la réciprocité internationale, et garantit le droit à une procédure régulière devant un tribunal impartial.

4. Lien avec d'autres accords commerciaux

Les dispositions du Traité prévaudront en cas d'incompatibilité avec d'autres accords internationaux. Nonobstant ce qui précède, il convient de souligner que les obligations découlant de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination prévaudront dans la mesure de l'incompatibilité compte tenu des conditions spécifiées dans le Traité.

5. Cadre institutionnel

Le Traité établit une série de règles relatives à son administration et permettant de régler les différends qui pourront survenir relativement à son application.

Entités administratives

Commission de libre-échange (au niveau ministériel): a pour fonctions de veiller au respect et à la correcte application du Traité; évaluer les résultats obtenus par l'application dudit traité; régler les différends qui surviennent quant à l'interprétation et à l'application du TLE et connaître de tout autre sujet qui pourrait affecter le fonctionnement du Traité.

De même, la Commission pourra solliciter le conseil de personnes ou de groupes; modifier les règles d'origine spécifiques, le Programme d'élimination tarifaire et les réglementations uniformes; élaborer et approuver les règlements exigés par l'exécution du Traité et adopter toute autre action pour l'exercice de ses fonctions.

Nonobstant le fait que la Commission se compose du Chili et des cinq pays d'Amérique centrale, la Commission pourra siéger au quorum réduit, à savoir lorsque des représentants du Chili et de l'un ou de plusieurs pays d'Amérique centrale y participent pour traiter des questions affectant exclusivement ces Parties (par exemple, l'accélération de l'élimination tarifaire et le règlement des différends).

Sous-Commission de libre-échange: a pour fonctions de fournir à la Commission des avis techniques; d'assurer le suivi des décisions prises par la Commission; à la demande de l'une ou l'autre des parties, de connaître de toute autre question qui pourrait affecter le fonctionnement du Traité.

Secrétariat: assure les fonctions administratives et l'appui à la Commission.

Comités, sous-comités et groupes d'experts: chargés de l'examen de questions comme le commerce des marchandises, les mesures sanitaires et phytosanitaires, la normalisation, la métrologie et les procédures d'approbation, l'investissement et le commerce transfrontières de services, auxquels s'ajoutent le Comité consultatif des différends commerciaux privés.

IV. AUTRES

1. Dispositions finales

Le chapitre 21 (Dispositions finales) contient les dispositions finales du Traité. Ces règles s'étendent des modalités à suivre pour procéder à des modifications à celles permettant d'effectuer une dénonciation. Il importe de signaler que le Traité a une durée indéterminée.

Le texte complet de l'Accord est disponible à l'adresse Internet ci après:

Au Chili: www.direcon.cl

Au Costa Rica: www.comex.go.cr
